

## Dettes publiques et économie circulaire

**Respectable Loge, Les Compagnons de la Liberté et de la Solidarité, Orient de Chaville-Viroflay, Région 7**

**Mots-clés : Écologie, Économie, Dette publique**

### La révolution Covid-19

Si l'épidémie Covid-19 bouscule notre vie, notre train-train quotidien, elle remet surtout en cause nos principes humanistes : notre liberté basique de circuler, notre perception de l'« autre » comme étant peut-être un frère et une sœur mais, surtout, un danger potentiel dont il faudrait se protéger par un masque dissimulateur de notre identité, notre universalité réduite à la somme juxtaposée de communautés ou d'individus autonomisés repliés sur eux-mêmes.

Mais ce n'est pas tout, ce confinement sanitaire, philosophique s'avère aussi économique et social : de mi-mars à mi-mai, un confinement économique, un arrêt presque complet de l'activité économique. Qui aurait pu imaginer cela possible ? Nos villes désertées par les humains et reconquises par quelques cervidés, notre atmosphère plus claire qui se purifie, notre bruit de fond civilisationnel réduit à quelques gazouillis d'oiseaux. Une espèce de retour au monde d'avant pour quelques sœurs et frères âgés ou la perspective futuriste d'un monde utopique enfin touchable du doigt, un monde enfin réconcilié entre l'humanité et le reste du vivant pour les plus jeunes.

La Covid-19 remet tout en cause et en particulier nos dogmes économiques. Quel dirigeant d'entreprise ou économiste s'aventure aujourd'hui à revendiquer le non-interventionnisme de la puissance publique dans l'économie, les lois immuables et sacralisées du marché, de la concurrence libre et non faussée ? L'heure est au chômage partiel, au soutien à coût de milliards à telle ou telle entreprise (Renault, Airbus) ou tels secteurs (hôtellerie-restauration, la culture ?). Les dirigeants vont tous à la soupe... pas vraiment populaire s'il vous plaît : chacun devrait-il rester à sa place avec une dignité à géométrie variable ? Une dette publique qui, comme en 2008, fait un bond en avant abyssal sans que le monde financier s'écroule. Mais que se passe-t-il vraiment ?

### Une révolution mais jusqu'où ?

Une première vague puis une seconde, une seconde ? Ou simplement une deuxième laissant la place à une troisième puis une quatrième... ? Un moment exceptionnel ou une réalité nouvelle qui s'installe ? Un moment exceptionnel de crise ou un monde nouveau avec ses nouvelles règles qui s'incrument à notre insu ? Une nouvelle réalité forgée sur un fond de bouleversement écologique dont le coronavirus ne serait que, comme la fonte des neiges éternelles et la disparition massive des espèces, un des signes avant-coureurs d'un monde en révolte face à nos pratiques économiques destructrices, déséquilibrantes pour un environnement naturel meurtri jusqu'à l'agonie mortifère.

Concrètement, la dette publique, cet ultime recours contre l'apocalypse économique et financière, n'est-elle qu'une anomalie caractérisée d'états mal gérés ou l'outil ordinaire devenu indispensable dans un système fondé sur la cupidité, sur l'enrichissement individuel, sur la révolte contre l'impôt des entreprises et des particuliers, sur des états paupérisés mis en concurrence face à des firmes multinationales ou des acteurs économiques capables de s'installer et de se désinstaller ici ou là en fonction du moins disant fiscal, social et écologique ?

Alors, que fait-on ? On repart comme avant ? Est-il encore possible de repartir comme avant ? De faire comme si rien ne s'était... non, comme si rien ne se passait ! Tous les jours le virus se rappelle à nous : 40 millions de cas, 1,1 millions de décès sur 57 millions par an en situation disons classique : c'est à la fois beaucoup et peu ! La grippe espagnole ? Entre 20 et 100 millions de morts sans parler de la peste noire, bubonique de 1350 : entre 75 et 200 millions de morts : 50% des Européens !!!

Repartir sans tirer le moindre enseignement de la crise sanitaire actuelle ?

## L'espoir d'un monde nouveau : l'économie circulaire

Gérer la dette publique : la dette, c'est aujourd'hui l'arme miraculeuse des Etats paupérisés, martyrisés par le « Marché » et ses manipulateurs profiteurs. C'est une façon pour les états de se redonner de l'air, des moyens lorsque le « Marché » veut leur dicter ses lois coercitives et exorbitantes. « Vous ne voulez pas contribuer à l'impôt ? Nous empruntons, nous vous empruntons », répondent les états. Ils empruntent à tous ces « capitalistes », dirigeants d'entreprise, propriétaires fonciers, bénéficiaires de la rente pétrolière ou de l'économie du numérique (GAFAM) qui se gavent d'argent à ne plus savoir comment le consommer, comment le placer, eux qui vivent déjà dans une société de l'abondance ! Ils sont même prêts à prêter à des taux négatifs !!!

Aux états de savoir gérer la dette publique c'est-à-dire s'organiser pour ne jamais avoir à la rembourser. Quelle horreur serait cette « dette » pour les générations futures alors que, déjà, nous leur laissons pour héritage un monde vivant en décrépitude, de plus en plus pollué et à moyen terme invivable si rien ne change. Donc déjà bien gérer la dette publique, c'est-à-dire inviter les banques centrales (BCE) à racheter cette dette aux états et puis, discrètement ou pas, à l'annuler ; éventuellement en respectant, par exemple, la proportionnalité de l'endettement des uns et des autres autour du critère européen des 60% du PIB.

Augmenter la dette publique : pour se donner vraiment de l'air dans les périodes de calme financier et économique. S'endetter non pas pour redonner aux entreprises comme dans la période coronavirus ou pour arriver à boucler ses fins de mois budgétaires en période de calme ordinaire, non, emprunter pour investir dans l'avenir ! Fabriquer de la monnaie hélicoptère, non pas pour favoriser encore la consommation d'obèses et de consuméristes, mais pour investir dans l'économie de demain et dans... la justice sociale.

Investir dans la justice sociale : Les entreprises françaises veulent gérer au plus serré leurs effectifs en licenciant toute personne remplaçable par une machine ou non strictement nécessaire. Ok ! mais dans ce cas, il est légitime d'offrir à tout chômeur un revenu décent conformément à la dignité humaine : un revenu universel de base inconditionnel ! Sachant que l'objectif devrait être d'offrir à chacun un travail pour permettre à tous de participer au développement de l'humanité !

Investir dans l'économie circulaire ! Notre système industriel libéral fondé sur la concurrence à mort tout azimut, sur le prix le plus faible possible même au prix du burn-out ou de la destruction massive de notre environnement naturel prouve chaque jour sa nocivité à l'heure de la consommation de masse. Notre modèle industriel est devenu obsolète et dangereux, notre organisation économique libérale avec ses fondements idéologiques est aujourd'hui criminelle ; crime contre l'humanité par ses inégalités, ses exclus, ses superprivilegiés, ses travailleurs pauvres, ses travailleurs épuisés, tous ses individus maintenus volontairement dans la misère ; crime contre la nature, véritable écocide à coup d'extraction minière et énergétique jusqu'à l'épuisement, de dérèglements climatiques catastrophique pour la viabilité future de la Terre, de pollution généralisée et d'extinction massive et accélérée des espèces naturelles.

Donc passer d'une économie industrielle libérale archaïque à une économie circulaire. La caractéristique centrale de ce modèle économique est qu'il vise à supprimer l'exploitation des humains et de la nature, parce qu'il cherche à assurer tout à la fois un niveau de vie décent à tout individu et un renouvellement cyclique ordinaire voire un développement de la nature afin de lui permettre de satisfaire sur la durée les besoins physiques de l'humanité sur une terre florissante. Est-ce possible ? C'est un postulat à partir duquel il convient dorénavant de réfléchir. Il implique des investissements énormes et urgents dans la recherche et l'innovation pour inventer les nouvelles technologies et rénover les vieilles (même récentes) entreprises dans leur conception et fonctionnement. Cette notion d'économie circulaire n'est pas une simple image utopique d'un système souhaitable mais inaccessible. Lorsqu'on promeut les énergies renouvelables, une moindre consommation, une agriculture biologique ou la permaculture, le recyclage, on milite pour l'économie circulaire ! Une économie circulaire est une économie qui limite ses consommations naturelles aux produits qu'elle est capable de reproduire dans un cycle perpétuel de production. Sublime projet !